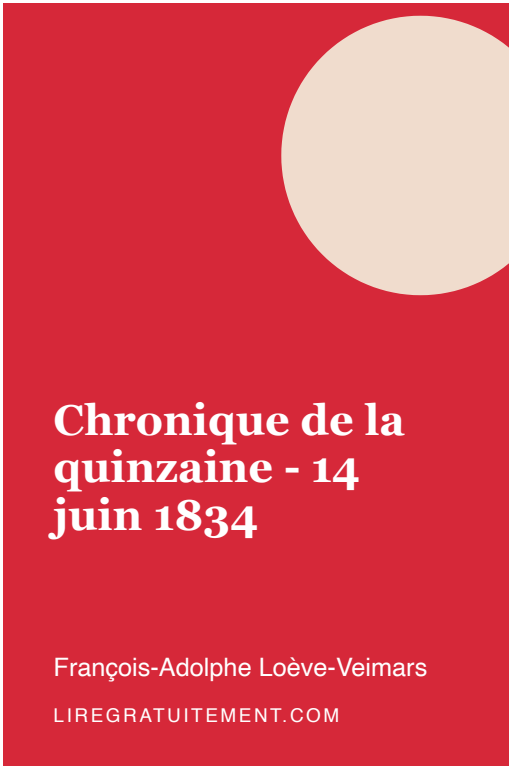


Chronique de la quinzaine - 14 juin 1834

François-Adolphe Loève-Veimars

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Chronique de la quinzaine - 14 juin 1834

Retour à la liste

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juin 1834.

La quinzaine a été tout entière dominée par deux grands faits : le traité de la quadruple alliance et ses conséquences à l'extérieur ; le mouvement électoral et les intrigues des candidats à l'intérieur.

La polémique a usé ces deux questions ; il ne reste plus qu'à faire connaître les détails d'intimité, la portée secrète des évènemens.

Qu'est-ce que le traité de la quadruple alliance ? est-ce quelque chose de neuf, une improvisation de haute intelligence due au génie de M. de Talleyrand, un service que le parti whig uni au gouvernement français vient de rendre à la civilisation et à la liberté ?

Nous avons besoin de vous faire connaître l'opinion du corps diplomatique qui s'en explique haut dans les salons. Un ambassadeur d'une des trois grandes puissances, M. d'Apponi, disait ces jours-ci : « Que nous importe la quadruple alliance ? donne-t-elle à la France et à l'Angleterre un soldat de plus ou un écu au-delà des prévisions de leur budget en cas de guerre générale ? Supposez que les grandes puissances s'ébranlent contre la France, en serez-vous moins forcés d'avoir une armée d'observa-

tion sur les Pyrénées ? Et croyez-vous qu'en l'état des populations espagnole et portugaise, un auxiliaire serait d'un grand secours à la France ? Ce qui était un fait, vous l'avez rédigé en un écrit ; il y a long-temps que nous savons votre situation : protéger un pays, c'est, au cas de vos propres dangers, amoindrir vos forces ; croyez bien que l'Europe ne s'inquiète pas et n'a pas besoin de s'inquiéter de tout ce qui n'est que traité et protocole. Elle vous craint davantage quand vous levez soixante ou quatre-vingt mille hommes en plus de vos ressources habituelles. «

L'ambassadeur ne voyait pas toute la question ; la puissance matérielle n'est pas tout dans les affaires. Il y a aussi l'influence morale, et c'est sous ce rapport spécialement qu'il faut considérer le traité de la quadruple alliance : aussi son premier résultat a-t-il été la pacification de la Péninsule et la fin surtout des affaires du Portugal.

Nous avons vu un officier récemment arrivé du théâtre de la guerre, et qui a quitté don Miguel quelques jours avant la capitulation d'Elvas. Cet officier appartient à l'état-major de ce prince, et son témoignage est oculaire, quoiqu'un peu suspect de partialité.

Voici comment il a résumé la position militaire et politique des deux camps : il y avait long-temps que tout ce qui avait quelque portée dans l'esprit s'apercevait qu'une capitulation serait l'immanquable résultat des opérations militaires. L'armée de don Pedro était composée de régimens étrangers durs à la fatigue ; on citait particulièrement les deux régimens irlandais, arrivés depuis huit mois, et qui, par leur bonne discipline, leur sang-froid au combat, avaient décidé bien des affaires ; les

troupes de don Miguel étaient un ramassis de fortes guérillas sans officiers capables, tous besoigneux et faciles à corrompre.

Autour de cette royauté déchue se pressaient mille intrigues. Don Miguel obéissait à une camarilla d'intérieur ; il paraissait rarement en face de son armée, à la différence de son frère don Pedro, brave de sa personne, et qui allait au feu sans baisser la tête. C'est à la suite d'une de ces jalousies de camarilla que M. de Bourmont et ses officiers avaient quitté l'armée.

Il paraît que l'affaire de don Miguel s'était à la fin transformée en une question d'argent. L'Angleterre en fait une des bases de sa diplomatie, et depuis quelque temps cet exemple est suivi. Nous savons bien que les vaincus crient toujours à la trahison ; les Miguélistes soutiennent que des corps entiers ont été achetés avec les guinées transformées en quadruples dans le Portugal. L'armée, si indisciplinée, si désordonnée, de don Miguel, s'était jusqu'à présent soutenue, parce qu'elle avait un régiment de cavalerie parfaitement monté ; son artillerie de campagne était assez bien servie ; quand don Pedro a pu avoir également de la cavalerie et quelques régimens exercés à la baïonnette, les escadrons de don Miguel ont cessé de refouler des masses entières de Pédristes. Il y a dans le Portugais quelques souvenirs du moyen âge ; la cavalerie, sans être bardée de fer, inspire un sentiment de terreur à l'homme qui combat à pied. Il a fallu les braves Irlandais, les baïonnettes serrées pour en finir.

Don Miguel manifeste le désir d'aller vivre en Autriche ; le prince a déjà vu Vienne ; il y est demeuré quelque temps après sa révolte contre son père, don Juan vi. Il trouvera réunis en Autriche de vieux souvenirs et même de plus douces affections, s'il faut en croire les chroniques scandaleuses des Tuileries. M. de

Metternich n'est pas fâché de garder tous les prétendans pour les lâcher en cas de guerre ; il s'empressera d'accueillir don Miguel, comme il a accueilli la branche aînée des Bourbons, comme il a fait élever la mélancolique image du grand empereur. C'est quelque chose souvent utile que les vertus hospitalières.

L'Angleterre, qui a stipulé les subsides, consentira-t-elle à laisser don Miguel maître de se choisir une résidence en Autriche ? Ne voudra-t-elle pas le garder à Londres ? Le Portugal l'intéresse bien vivement ; elle craindrait une nouvelle équipée de don Miguel, un avenir de désordres pour ce Portugal que les whigs ont tant intérêt à pacifier, car les choses en étaient à ce point que, si les affaires de la Péninsule n'avaient présenté un dénouement prochain et heureux, le ministère whig aurait été menacé dans son existence. En Angleterre, il n'y a plus de parti quand il s'agit des intérêts du pays à l'extérieur ; et si la guerre civile s'était continuée, les tories n'auraient pas manqué de présenter le lugubre tableau du triste état où une fausse politique avait réduit un ancien et fidèle allié de la Grande-Bretagne.

On ne considère pas ce nouveau ministère whig comme né viable ; lord Durham a été repoussé, et le jeune lord est en ce moment une des grandes popularités parlementaires de l'Angleterre. M. de Talleyrand n'a pas été étranger à ce replâtrage ministériel. Il craint pour notre propre ministère l'arrivée de lord Durham au cabinet, et un mouvement radical trop prononcé. Ce qui effraie maintenant le cabinet de Paris, c'est de voir en Portugal, en Espagne comme en Angleterre, le mouvement libéral dépasser les limites qu'il a posées ; on veut bien une petite et douce propagande, mais on a peur de la marche vive et profonde vers le progrès. Les doctrinaire ont emprunté cette parole de la création ; ils

ont dit au flot populaire ; « Tu ne passeras pas ces limites. » Du reste il faut vous dire que lord Durham a recueilli dans son court voyage parmi nous les plus tristes impressions de la capacité de nos hommes politiques et de M. Thiers particulièrement. Il ne trouve, selon son expression, « à ce nain parlementaire, qu'un flux de paroles vides, à l'usage de la plus ignorante des majorités. » De pareils jugemens sur nos hommes d'état, sur l'élève de M. de Talleyrand surtout, ne se pardonnent pas ; et quand il a fallu discuter l'avènement de lord Durham au cabinet, aux répugnances personnelles du roi Guillaume sont venus se joindre les observations et les en-cas de M. de Talleyrand. L'influence du vieil ambassadeur français à Londres est immense ; il a fait le cabinet actuel, et c'est un triomphe dont il aime à se vanter dans les petits billets à ses amis. Aussi la caricature commence-t-elle à poursuivre le ministère whig. On peint lord Palmerston en lisière, conduit par l'ex-évêque d'Autun. Le parti tory se venge. Comme on suppose que M. de Talleyrand n'est étranger à rien, une caricature le reproduit avec sa mître et sa crosse d'évêque, et on lit au bas cette légende : « C'est par un évêque apostat que les droits des évêques anglicans ont été foulés aux pieds. »

On veut étendre à Naples le traité de la quadruple alliance ; l'Angleterre et la France agissent encore ici de concert auprès du jeune roi, lequel est régulièrement catéchisé par des lettres hebdomadaires du roi des Français. Louis-Philippe se réserve un grand nombre d'affaires, et particulièrement ces petites correspondances bien secrètes avec quelques souverains. Chaque semaine, l'ambassadeur français à Naples reçoit un paquet au scel de cour, où sont des lettres de toute la famille ; le prétexte que l'on prend, c'est la parenté, les rapports du foyer domestique.

Mais dans le fait on y donne des conseils, des avis très pressans ; puis, l'âge excuse beaucoup ; le roi des Français a de l'expérience, il veut conduire son jeune parent dans la voie difficile de l'art de régner ; on ne lui fait que deux conditions : une petite charte administrative bien douce, bien bénigne, puis un mariage. Si l'on pouvait lui donner une princesse d'Orléans ! La chose se traite aujourd'hui sérieusement ; puis, on pourrait tenter encore un mariage à Madrid. Pourquoi M. de Montpensier ne serait-il pas fiancé à la reine d'Espagne au berceau ? C'est décidément une sorte de matrimoniomanie qui a saisi le château, et les cartons des affaires étrangères vont devenir de petites archives de famille, une petite succursale de notariat. Comme compensation, M. le duc d'Orléans, l'aîné pourtant, quête partout une femme et ne peut en trouver ; l'Europe lui refuse ses filles, les fières héritières de ses blasons. Cela ne rebute pas l'activité paternelle ; on songe aux autres enfans en attendant que les grandes couronnes s'humanisent, et pourtant, jusqu'ici, le seul mariage de la famille n'a pas été heureux : ceux qui approchent de l'intimité royale savent combien de pleurs amers sont dévorés lors de ces voyages si fréquens de Bruxelles à Paris. Une autre difficulté, ce sont les dots, les stipulations matrimoniales ; on est presque toujours arrêté par ces considérations, et plusieurs fois des mariages près de se conclure ont été suspendus par les motifs que la cour de France ne voulait pas assez donner, ou que le gendre n'offrait pas une assez bonne hypothèque pour sa dot. La royauté bourgeoise connaît son code civil ; au temps où M. Dupin faisait son grand traité des apanages d'Orléans, on a eu occasion de tout voir, de tout apprendre.

Tous ces mouvemens d'alliance et de mariage inquiètent les grands cabinets ; depuis l'affaire de la Suisse et la conduite si

nette de M. de Rumigny, tous les bons rapports ont cessé ; on est froid, et les armemens augmentent. L'affaire de Naples surtout est grave. M. de Metternich ne peut souffrir l'influence française au sein même de l'Italie ; et si le jeune roi donnait une constitution, il pourrait bien s'ensuivre une invasion de Naples et une occupation immédiate par les Autrichiens : ce serait la guerre ; et voilà pourquoi nous conservons le point militaire d'Ancône.

La confédération occupera Francfort, c'est une affaire décidée ; les troupes allemandes prendront garnison dans la cité libre ; et, quand la France et l'Angleterre ont voulu s'en plaindre, il a été répondu que les affaires de la confédération étaient des questions de famille, desquelles les grandes puissances allemandes ne souffriraient jamais que les étrangers se mêlassent.

Au fond, il n'y a jusqu'ici de question sérieusement engagée que celle d'Orient. On a reçu la nouvelle officielle d'un mouvement de troupes russes, soit en Perse, soit pour l'occupation de quelque district des frontières turques, cédées sans doute par les conditions secrètes du dernier traité de paix de Constantinople, traité imparfaitement connu, et qu'on va voir bientôt s'exécuter dans le cas d'une tentative menaçante de la France et de l'Angleterre sur les Dardanelles. La base de ce traité est l'occupation par les Russes du détroit, si l'empire ottoman se trouvait menacé, et on le considérera comme menacé, dès que les flottes combinées de la France et de l'Angleterre se présenteront dans le canal. C'est là que commencera véritablement le conflit. Il serait difficile d'éviter la guerre si les flottes voulaient forcer les Dardanelles, une fois qu'elles seront placées sous la protection du pavillon russe.

Il y a d'ailleurs une autre cause de perturbation pour l'empire ottoman, qui se lie plus que jamais au système européen ; l'armée du pacha d'Égypte est prête à faire un mouvement en avant. Or, tout le monde sait que les Turcs, livrés à eux-mêmes, sont incapables de résister aux forces régulières d'Ibrahim ; le sultan invoquera encore une fois la protection des Russes. D'un autre côté, que représente le pacha d'Égypte, si ce n'est l'Angleterre et la France ? Ces deux puissances prendront parti pour leur allié ; de là le conflit qui paraît inévitable. Ce sera une guerre sous un autre pavillon. Nous sommes bien loin encore du désarmement.

Àl'intérieur, tout est absorbé par les élections, non pas que le résultat soit douteux en l'état des listes électorales, et avec les difficultés matérielles que présente aujourd'hui la coalition des deux oppositions, carliste et du mouvement, mais parce que plusieurs ministres, qui se présentent comme candidats, ne sont pas assurés de leur élection, et que ce serait là un grand déboire. Tout est en jeu dans les départemens, promesses, menaces, destitutions.

Il résulte d'une correspondance des préfets que, si sur quelques points la coalition s'opère, les légitimistes obtiendront quelques députés de plus, mais qu'en toute hypothèse le nombre ne dépassera pas vingt à vingt-cinq. On adresse au ministère une statistique des forces probables de l'opposition. Il y aura sans doute du mécompte, mais au fond le chiffre paraît assez exact.

Tout le reste sera ministériel dans les nuances suivantes :

Doctrinaires persécuteurs, réactionnaires, cotterie Jaubert, Mahul.

Doctrinaires sérieux, tels que M. Royer-Collard, mais secondant leur chef de file, M. Guizot.

Château des Tuileries, commensalité, empire (Bugeaud, Vatout).

Fonctionnaires publics, votans d'administration, magistrature, barreau ministériel visant à la magistrature.

Parti du haut commerce secondant le ministère par peur des émeutes et de la hache révolutionnaire et du bonnet rouge, de toutes ces choses menaçantes et neuves.

Nuance des fournisseurs, agens d'affaires, et hommes à pots-de-vin, à fourniture de guêtres et de draps pour l'armée, tous amis du maréchal Soult.

Voilà la chambre telle que le ministère la rêve, telle aussi qu'elle pourra nous arriver. Cependant quelques symptômes dans les élections de la garde nationale pourraient indiquer une meilleure tendance dans les opinions. On la cache dans les bureaux ministériels ; mais il est certain que pour une partie de la France, les élections d'officiers de la garde nationale ont donné des choix d'opposition. Les élections de Marseille ont même présenté des circonstances curieuses. Le chef du parti républicain, M. Baux, a été nommé capitaine d'une compagnie de la garde nationale, et M. Marius Olive, directeur de la Gazette du Midi, organe des carlistes, lieutenant. On parle de présenter, comme candidat au poste de colonel, M. de Lachaux, si étrangement compromis dans le procès de la duchesse de Berry.

Àces résultats le ministère répond par des ordonnances de dissolution dans un grand nombre de localités ; on a calculé que la garde nationale n'existait plus dans vingt-deux villes, sept communes de second ordre, et si les choses continuent de la sorte, on peut d'avance affirmer que d'ici à trois ans il n'existera

plus de garde nationale, qui est toute la force du gouvernement actuel.

On s'occupe, dans un certain nombre de petites coteries, du voyage de M. Dupin en Angleterre. Ce voyage n'a rien de politique, mais le président de la chambre est avide de bruit et de renommée ; il est homme de barreau, et il a été bien accueilli par cette société nombreuse de gens de loi qui dévorent l'Angleterre. Lord Brougham, avec une supériorité incontestable, a quelques traits de ressemblance avec M. Dupin : l'esprit mordant, la science des coutumes et de la jurisprudence historique. Comme lui, il est sans élévation de pensée, bourgeois de ton et de manière ; on ne peut s'étonner de ces sympathies. Une dame d'esprit disait que ce qui avait dû singulièrement flatter M. Dupin, c'était le salut de quelques centaines de grandes perruques d'avocats, lorsque lord Brougham l'avait présenté à l'audience de la chancellerie.

— Les 3 et 4 volumes de l'Histoire de la Réforme, de la Ligue, et du règne de Henri iv, par M. Capefigue, viennent de paraître.

Il y a une nouveauté bien curieuse dans la pensée fondamentale de ce livre, à savoir : que le catholicisme se liait, dans le moyen âge, à toutes les libertés locales, au régime populaire de la cité, et que, par conséquent, la Ligue fut l'expression des sentimens de la multitude. De là, des tableaux puissans d'intérêt sur l'esprit de la Saint-Barthélemy et des Barricades, sur les mouvemens réactionnaires des cités contre la réforme.

Ce qu'il y a de précieux dans ce travail historique, c'est qu'il est fait sur des pièces inconnues et inédites, et qui changent elles-

mêmes tout l'aspect des faits. Nous remarquons dans les deux volumes qui viennent de paraître :

1. La correspondance de Philippe ii avec le duc de Guise et la grande famille de Lorraine ;

2. Les dépêches des ambassadeurs espagnols à Paris, adressées à leur gouvernement, sur les événemens de France ;

3. La correspondance chiffrée et traduite du duc de Guise avec les ligueurs ;

4. Les registres inédits de l'hôtel-de-ville de Paris, les rapports du conseil municipal avec les autres cités ;

5. Les dépêches de Bellièvre, Schomberg, Fourquevaux, St-Gohard, soit en Angleterre, soit en Suisse, soit en Allemagne ;

6. Les ambassades espagnoles de François de Alava, Aguillon (intérim), don Diego de Çuniga, Juan de Vargas Mexia, Diego Maldonado (intérim), Juan Baptista Taxis, don Bernardino de Mendoça, qui assistait à la journée des Barricades ;

7. Le journal d'un bourgeois de Paris, qui présidait, l'arquebuse en main, à cette journée municipale.

Toutes ces pièces sont inédites et donnent à cette publication le plus haut intérêt.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Chronique_de_la_quinzaine_-_14_juin_1834. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.